

LE TEMPS

«Le Conseil fédéral? En cas d'urgence»

POLITIQUE Patronne du groupe Ems-Chemie, Magdalena Martullo-Blocher siège au Conseil national depuis deux ans. Elle porte un regard critique sur le parlement mais envisage de se représenter en 2019. Elle milite pour que les besoins de l'économie soient mieux défendus

PROPOS RECUEILLIS
PAR BERNARD WUTHRICH, HERRLIBERG
@BdWuthrich

Rare dans les médias, la conseillère nationale UDC élue aux Grisons Magdalena Martullo-Blocher, CEO du groupe Ems-Chemie où elle a succédé à son père, explique ce qu'elle est venue chercher en politique. Elle se dit certaine que la Suisse peut se passer de la libre circulation des personnes et que l'UE n'osera jamais résilier les accords bilatéraux. Elle a reçu *Le Temps* à son siège de Herrliberg (ZH).

Vous siégez au Conseil national depuis deux ans. Eprouvez-vous du plaisir dans cette enceinte politique, où les processus sont beaucoup plus lents que dans le monde économique? J'éprouve plus de plaisir à diriger mon entreprise qu'à siéger à Berne. Mais je ne regrette pas d'être venue. Je me suis mise à disposition de mon parti pour contribuer à freiner le glissement à gauche de la politique dans le domaine de l'immigration, de l'Europe, de l'énergie. J'ai dû m'organiser car, lorsque j'ai été élue en octobre 2015, mon agenda était déjà plein pour l'année 2016.

Vous déposez très peu d'interventions. C'est intentionnel. Je ne veux pas participer à l'inflation d'interventions provoquée par les autres députés. Contrairement à 80% de mes collègues, je ne suis pas une politicienne professionnelle et je n'en ai pas besoin pour me profiler. Je suis pour la déréglementation, pas l'inverse. Je préfère intervenir au sein de la Commission de l'économie.

Que voulez-vous déréglementer? J'estime qu'on doit supprimer une loi à chaque fois qu'on en vote une

nouvelle. *One in, one out.* Sur le principe, les gens du PDC et du PLR que j'ai consultés sont d'accord. Mais ils se débînent lorsqu'il s'agit de passer à l'acte. Il est difficile de collaborer avec le PDC, car ce parti ne vote pas de manière constante ni unie. L'UDC et le PLR ont la majorité absolue au Conseil national, mais cela ne se produit quasiment jamais, car il y a souvent des voix divergentes au PLR, ce qui empêche d'avoir la majorité. Prenez l'exemple de la Stratégie énergétique 2050. Avec l'UDC et le PS, on sait toujours à quoi s'en tenir.

Que faire pour avoir davantage d'entrepreneurs et de véritables miliciens au parlement? Il faudrait réduire la durée des séances. Eliminer tous les dossiers moins utiles. Cela attirera davantage d'entrepreneurs. J'ai voté le postulat du socialiste

Cédric Wermuth, qui demandait qu'on tienne de vrais débats plutôt que des simulacres. Malheureusement, il a été rejeté.

Mais c'est l'UDC qui fait durer les séances en multipliant les questions à la tribune. C'est arrivé avec la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse». C'est le seul moyen que nous avons pour provoquer la discussion. Avec le PLR et le PDC, nous avons examiné une solution bien meilleure que celle qui a été retenue pour cette initiative. Elle avait aussi été préparée avec les organisations patronales. Elle aurait amélioré l'intégration des chômeurs dans le marché du travail. Nous avons une occasion unique de gérer nous-mêmes l'immigration de notre main-d'œuvre. Mais c'est un monstre de bureaucratie qui est sorti des cuisines du parlement. Sous l'égide du PLR et

avec le soutien d'économiesuisse. C'est vraiment incroyable!

Vous êtes pourtant membre du comité directeur d'économiesuisse. Ne parvenez-vous pas à vous faire entendre? Je ne suis membre que depuis quelques semaines. Il ne faut pas surestimer le rôle du comité directeur, composé d'environ 60 personnes qui se réunissent deux fois par an. Economiesuisse est dominée par des fonctionnaires et pas par des entrepreneurs. Elle intervient sur des sujets qui ne concernent pas l'économie, comme l'asile ou l'autodétermination. Elle est trop soumise à l'Europe.

Qu'attendez-vous d'Ignazio Cassis? J'espère qu'il respectera ses engagements, qu'il pressera effectivement sur le bouton «reset» et reprendra les discussions avec l'UE à zéro. J'espère qu'il s'engagera dans la défense des intérêts de la Suisse et qu'il sera plus factuel que Didier Burkhalter, qui avait une approche romantique des relations bilatérales.

Etes-vous prête à renoncer aux accords bilatéraux? Ce qui est important pour la Suisse, c'est le libre-échange dans le cadre de l'OMC. Les sept accords bilatéraux liés à la libre circulation des personnes ne sont pas aussi importants pour la Suisse que pour l'UE, qui ne les résiliera jamais. Celui sur le trafic aérien n'est pas indispensable, car, comme Swiss appartient à Luf-

«La Suisse n'a une chance de survie économique

LE TEMPS

que si elle est différente et meilleure que l'Union européenne»

thansa, on trouvera toujours une solution. Et l'UE ne veut pas renoncer à collaborer avec les Hautes Ecoles suisses en matière de recherche car elles sont parmi les meilleures du monde. On peut donc sans problème suspendre la libre circulation des personnes. Et on n'a pas besoin non plus de continuer à verser 1 milliard pour la cohésion. La Suisse n'a une chance de survie économique que si elle est différente et meilleure que l'UE.

L'accord sur les obstacles techniques au commerce n'est-il pas capital pour les exportateurs suisses? L'industrie européenne des machines aurait un plus grand problème que notre industrie si cet accord tombait. L'UE s'en est rendu compte.

Il est probable que Johann Schneider-Ammann et Ueli Maurer quitteront le Conseil fédéral au plus tard en 2019. Faudra-t-il un entrepreneur pour en remplacer un des deux? Ueli Maurer fait du bon travail et j'espère qu'il restera

encore longtemps. Les accords d'échange automatique d'informations, qui sont si problématiques pour la Suisse, datent d'Eveline Widmer-Schlumpf. Il fait ce qu'il peut pour en atténuer les effets négatifs. Pour répondre à votre question, c'est vrai que ce serait un avantage d'avoir au Conseil fédéral quelqu'un qui connaisse bien les besoins de l'économie.

Vous-même? Je connais bien le monde économique et, même si je ne siège au Conseil national que depuis deux ans, je connais bien le monde politique également. Mais je ne vise pas le Conseil fédéral. Ou alors seulement en cas d'absolue nécessité. Par exemple si l'UE nous mettait sous une forte pression économique. Mais je ne m'attends pas à cela aujourd'hui. J'aime mon travail de cheffe d'entreprise. Nous aurons d'excellents candidats au sein de l'UDC. Mais vous connaissez les règles de ce petit jeu politique, dont le résultat est que l'on n'élit jamais les meilleurs au Conseil fédéral.

L'avez-vous dit à votre père? (Rire) On espérait le neutraliser en l'éliminant. Mais en Suisse c'est le peuple qui a vraiment le pouvoir, pas le Conseil fédéral. C'est ça la grande force de notre pays.

Le Conseil fédéral a adopté un pro-

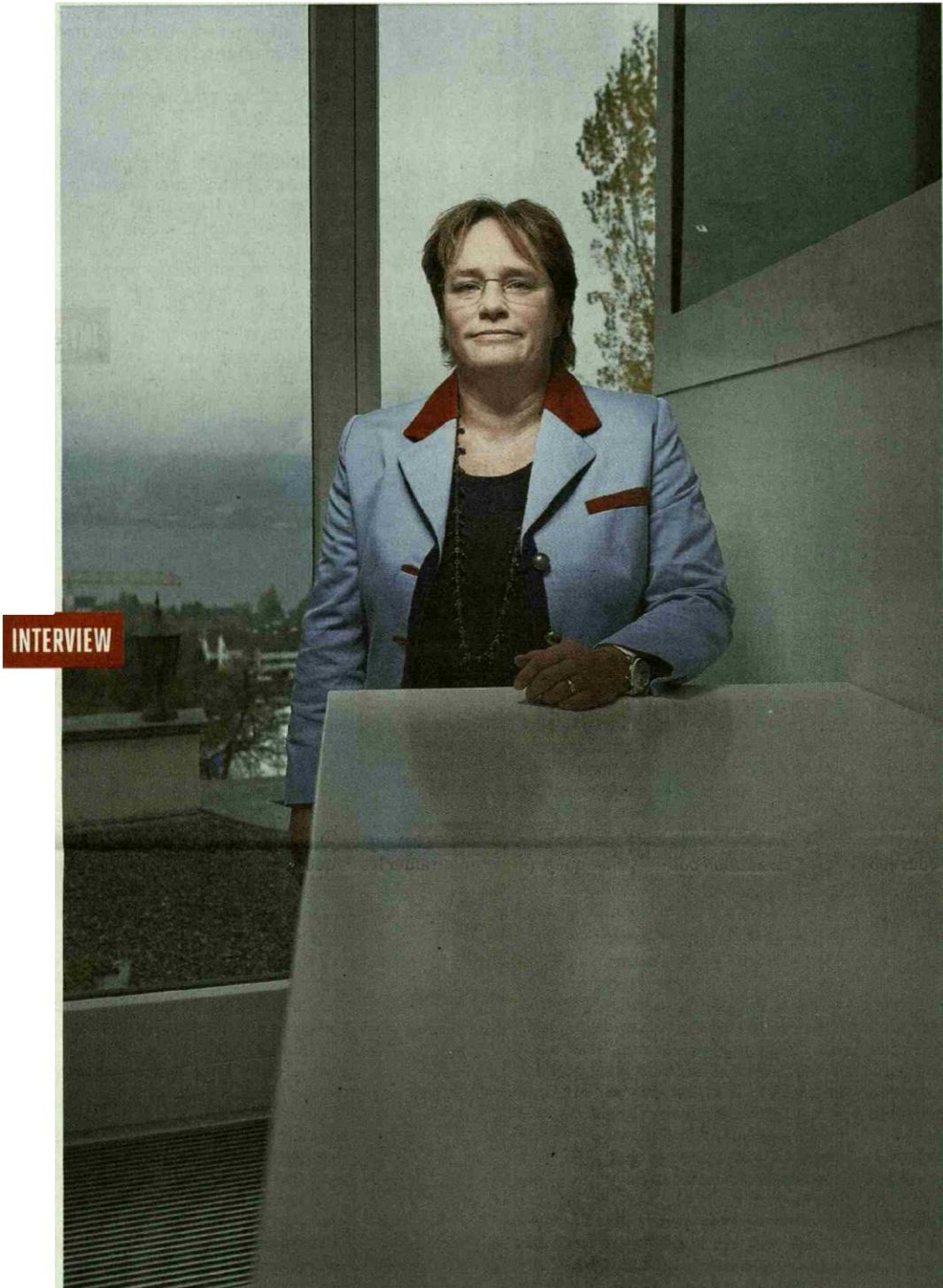
jet de loi en faveur de quotas de femmes dans les entreprises. Cela vous dérange-t-il? Oui. Je suis totalement opposée aux quotas. Je n'ai pas besoin de ça pour engager des femmes, mais il faut bien admettre qu'il y a des disciplines techniques où peu de femmes travaillent. C'est comme ça. J'ai été surprise de cette décision du Conseil fédéral. Elle n'a été possible que parce qu'au moins un conseiller fédéral PLR a voté pour les quotas. Est-ce vraiment libéral?

Votre parti soutient l'initiative «No Billag». Vous aussi? J'aurais souhaité que l'on divise la redevance par deux. L'UDC l'a proposé, en vain. C'est tout ou rien et j'ai donc voté pour l'initiative au parlement. Doris Leuthard va abaisser la redevance à 365 francs parce que les entreprises doivent aussi la payer. Cela coûte à notre société 35 000 francs par an. Je suis d'avis que ce monstre étatique qu'est la SSR peut faire d'importantes économies, mais ne bouge pas.

L'initiative n'est-elle pas dangereuse pour la solidarité confédérale et les minorités linguistiques? L'article constitutionnel sur les langues apporte suffisamment de garanties aux minorités linguistiques, y compris dans mon canton des Grisons. Mais je doute que l'initiative soit acceptée. ■

Datum: 20.11.2017

LE TEMPS



INTERVIEW

Magdalena Martullo-Blocher: «J'estime qu'on doit supprimer une loi à chaque fois qu'on en vote une nouvelle. One in, one out.»
(DOMINIC BÜTTNER)
